

*Le rejet mondial de l'inscription
de Cuba sur la liste américaine
s'amplifie*



Photo prise sur Internet

La Havane, 10 juil (RHC) Près de cinquante gouvernements du monde entier ont rejeté l'inclusion de Cuba dans la liste du Département d'État des pays qui soutiennent le terrorisme, a annoncé aujourd'hui le

ministère cubain des Affaires étrangères.

En plus de la réclamation, il y a eu des déclarations de rejet de la part de mouvements, d'organisations, d'institutions, d'activistes et de personnalités internationales, qui qualifient cette désignation d'injuste et d'arbitraire, et qui dénoncent ses conséquences pour la nation et les familles cubaines.

La veille, dans une lettre adressée au secrétaire d'État Antony Blinken, la Conférence des évêques catholiques des États-Unis a exhorté le gouvernement de Joe Biden à retirer Cuba de la liste et à s'engager sur la voie de la compréhension mutuelle.

La Douma d'État russe (chambre basse de l'Assemblée fédérale) a également rejeté la disposition de Washington, qui limite les droits des Cubains à l'intérieur et à l'extérieur de l'île et entrave toute forme d'aide humanitaire, d'affaires, d'investissements et de commerce liés à la nation antillaise et à ses citoyens.

La persécution des transactions financières à destination et en provenance du territoire cubain et des relations commerciales affecte toutes les sphères de la vie.

De même, cette mesure coercitive crée des obstacles supplémentaires à l'acheminement de l'aide humanitaire à un moment où le pays est confronté à des pénuries de produits de base et de fournitures médicales, exacerbées par le renforcement de la politique de blocus des États-Unis.

Celle-ci limite ostensiblement, voire interdit carrément, les échanges d'artistes, d'écrivains, d'universitaires, d'activistes et de journalistes résidant sur l'île.

Paradoxalement, alors que les États-Unis maintiennent Cuba sur cette liste, ils abritent sur leur territoire des groupes qui organisent, financent et mènent des actions terroristes, dans le but de subvertir le processus révolutionnaire.

Ce lundi, le ministère de l'intérieur a révélé les détails d'une opération d'infiltration récemment déjouée par les forces spécialisées de cette organisation, visant à mener des attaques contre des cibles économiques, sociales et militaires à des fins de déstabilisation.

Certaines des personnes impliquées dans l'organisation, la planification et le financement de cette action figurent sur la liste nationale des personnes impliquées dans des actes de terrorisme contre Cuba, notamment Willy González, chef de l'organisation paramilitaire Nueva Nación Cubana en Armas, basée en Floride.

Selon le colonel Víctor Álvarez, chef adjoint de l'organe spécialisé de la direction générale des enquêtes criminelles du ministère de l'intérieur, des faits de ce type ont été signalés à plusieurs reprises aux autorités américaines sans qu'aucune mesure ne soit prise.

Selon les analystes, la politique de deux poids deux mesures du gouvernement américain dans le traitement d'un sujet aussi sensible que le terrorisme révèle la véritable essence de la politique par laquelle les administrations américaines successives ont cherché, pendant plus de six décennies, à renverser la révolution cubaine. (Source : Prensa Latina)



Radio Habana Cuba